

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**
(1^{re} édition. – Décembre 2003)

AVENANT N° 6 DU 17 MAI 2005
À L'ANNEXE PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION

NOR : *ASET0551210M*
IDCC : 2264

Article 1^{er}

L'article 53-3 *bis* « Contreparties » est modifié comme suit :

- alinéa 1 : la mention « un temps de repos équivalent à 1,5 % de chacune de ces heures réalisées entre 21 heures et 6 heures dès la date d'application de l'annexe » est remplacée par « un temps de repos équivalent à 2,5 % de chacune de ces heures réalisées entre 21 heures et 6 heures » ;
- dernier alinéa : la mention « le temps de repos compensateur prévu au premier alinéa sera porté à :
 - 2 % au 1^{er} juillet 2003 ;
 - 2,5 % au 1^{er} janvier 2004 »

est supprimée.

Article 2

L'article 61 *bis*, « Congé pour enfant malade », est modifié comme suit :

- alinéa 1 : la mention « d'un congé de 8 jours ouvrables par année civile par salarié ou pour l'ensemble du couple, dont le premier jour est rémunéré comme temps de travail, dès la date d'application de l'annexe. » est remplacée par « d'un congé de 12 jours ouvrables par année civile et par salarié, dont les 3 premiers jours sont rémunérés comme temps de travail. »

- alinéa 2 : la mention « la durée du congé sera portée à :
 - 10 jours ouvrables au 1^{er} juillet 2003, dont les 2 premiers rémunérés comme temps de travail ;
 - 12 jours ouvrables au 1^{er} janvier 2004, dont les 3 premiers rémunérés comme temps de travail »

est supprimée.

Article 3

L'article 73-1 *bis* est modifié comme suit :

- alinéa 5 : « le salaire conventionnel correspond à un horaire de 35 heures hebdomadaires de travail effectif » ;
- dernier alinéa : cet alinéa est supprimé.

Article 4

L'article 82-2 *bis* « Indemnité pour travail effectué les dimanches et jours fériés » est modifié comme suit :

- alinéa 1 : la mention « une indemnité égale à 0,25 point calculée sur la valeur du point applicable au secteur par heure ou fraction d'heure, dès la date d'application de l'annexe » est modifiée de la manière suivante : « une indemnité égale à 0,40 point calculée sur la valeur du point applicable au secteur par heure ou fraction d'heure ».
- dernier alinéa : la mention « Cette indemnité sera portée à :
 - 0,30 point/heure ou fraction d'heure au 1^{er} juillet 2003 ;
 - 0,40 point/heure ou fraction d'heure au 1^{er} janvier 2004 »

est supprimée.

Article 5

L'article 84-1 *bis*, « Incapacité temporaire de travail. – Maladie longue durée » est modifié comme suit :

- alinéa 2 : la mention « Le délai de carence appliqué en cas d'incapacité temporaire totale de travail [...], sera de 8 jours calendaires pour le personnel non cadre, dès la date de publication de l'annexe, cette disposition ne remettant pas en cause les dispositions existantes lorsqu'elles sont plus favorables » est remplacée par « Le délai de carence appliqué en cas d'incapacité temporaire totale de travail [...], est de 3 jours calendaires pour le personnel non cadre, cette disposition ne remettant pas en cause les dispositions existantes lorsqu'elles sont plus favorables ».

- alinéa 3 : la mention « Il sera réduit progressivement pour être porté à 3 jours calendaires selon le calendrier suivant :
- 5 jours du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004 ;
- 3 jours à compter du 1^{er} janvier 2005 »

est supprimée.

Article 6

L'article 85-2 *bis* « Cotisations non cadres » est désormais rédigé de la manière suivante :

« Les cotisations aux régimes de prévoyance prévues au présent titre sont réparties globalement à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge du salarié, sans que la cotisation salariale ne puisse dépasser 0,912 % de la tranche A et tranche B pour un total de cotisation de 2,28 % sur la tranche A et tranche B, dont 0,15 % sur les tranches A et B pour la rente éducation et la rente conjoint. »

Article 7

Le présent avenant s'appliquera au jour de sa signature. Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Article 8

Le présent avenant a valeur impérative.

Il ne peut y être dérogé, dans un sens défavorable aux salariés, par accord d'entreprise dans le cadre du dernier alinéa de l'article L. 132-23 du code du travail.

Fait à Paris, le 17 mai 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA).

Syndicat de salariés :

Fédération française des services publics et de santé FO.